

Hausse quasi générale des prix des produits alimentaires

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4105 - Jeudi 23 février 2017 - Prix : 10 DA

Lutte antiterroriste

Destruction de 11 caches, 6 bombes et 3 canons à Jijel et Skikda

Page 24

Selon Chemseddine Chitour

Une nouvelle chute des cours du brut n'est pas à exclure

Page 2

L'esprit d'Astana l'emporte sur celui de Genève

Par Mohamed Habili

Comme à la veille et pendant Genève 3, il y a presque une année, les jours précédant Genève 4, censé débiter aujourd'hui, ont vu un regain d'affrontement entre les groupes rebelles et les forces relevant de Damas, il est vrai à certains endroits seulement. Ces affrontements cependant, à quasiment une année d'intervalle, diffèrent par leur intensité aussi bien que par leur extension spatiale. Mais à la veille de Genève 3, il n'y avait pas des négociations en cours sous l'égide de puissances étrangères à l'image de celles d'Astana, ni même un cessez-le-feu ayant fait l'objet d'autant de soin que celui de ces derniers temps, mais qui désormais menace de voler en éclats. Ainsi donc, loin d'être synonyme d'une baisse du degré de violence, les rencontres de Genève se traduiraient plutôt par un effet contraire, qui tout de même reste conforme à la tendance générale au double plan militaire et politique. Il y a une année, l'issue de la guerre était bien plus incertaine qu'aujourd'hui. Comme Alep n'était pas encore reprise par l'armée syrienne, la rébellion conservait intactes, au plan théorique tout au moins, ses chances de l'emporter. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Lors de Genève 3, il allait de soi que la négociation porte essentiellement sur les modalités de passation du pouvoir au profit de l'opposition.

Suite en page 3

Campagne électorale et sélection finale des têtes de listes

Les islamistes dans la tourmente



Ph.D. R.

Il ne reste que dix jours pour la clôture de l'opération de dépôt des dossiers de candidature. Les listes finales seront connues le 5 mars prochain à minuit, qu'il s'agisse des formations politiques ou des indépendants. Cependant, les partis du courant islamiste peinent à finaliser leurs listes à cause notamment des alliances. Lire page 3

Des saisies et des arrestations au quotidien

Le fléau de la drogue sévit

Page 2



Le quartet Pocket Rhapsody raconte le voyage en musique

Du jazz au-delà des frontières

Page 13

Selon Chemseddine Chitour

Une nouvelle chute des cours du brut n'est pas à exclure

■ Un nouvel effondrement des prix du brut n'est pas à écarter, à en croire les spécialistes en énergie. Un scénario effrayant pour l'Algérie, dont l'économie repose sur les recettes pétrolières.

Par Louiza Aït Ramdane

L'orage plane toujours sur l'Algérie. Les craintes des spécialistes et économiques d'une nouvelle baisse des prix du pétrole sont d'autant plus fortes que les solutions de rechange font défaut. Invité hier à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio algérienne, le Professeur Chemseddine Chitour, enseignant à l'École nationale polytechnique d'Alger et spécialiste des questions énergétiques, n'écarte pas la menace d'une nouvelle chute «drastique» cette fois, des cours. Il argumente cela par le fait de la décision de la nouvelle administration américaine d'encourager l'exploitation des énergies fossiles, ainsi que par l'augmentation du nombre des sites d'exploitation des gaz de schiste, dont il note qu'il est passé de 500 à 850. Pour le professeur, même au cas où les producteurs de brut s'alliaient pour diminuer les niveaux actuels de leur production, la menace d'une chute des prix n'est pas à exclure. Chemseddine Chitour rappelle, qu'en novembre dernier, l'Opep avait décidé de réduire sa production de brut, relevant au passage que cette stratégie a «apparemment marché» puisque, dit-il, les prix ont grimpé autour des 55 dollars le baril. Mais, la situation, dira-t-il, reste toujours «fragile». Cette hausse, explique-t-il, s'étant manifestée à une période hivernale, durant laquelle la demande est habituellement importante. Même s'il se dit favorable à une reconduction de l'accord de l'Opep, l'invité de la rédaction de la Chaîne III considère que les pays producteurs devraient aller encore «plus loin»

afin qu'ils puissent concurrencer et compenser les quantités de pétrole mises sur le marché par les Etats-Unis. Le Professeur Chemseddine Chitour, qui cite une récente étude de l'agence d'information Bloomberg, alerte que «si on ne fait rien d'ici juin, les cours du brut pourraient connaître une chute brutale». Cette tendance baissière pourra atteindre un niveau de 30 dollars le baril, prévient-il. Cette éventualité est argumentée selon l'intervenant par la Chine, tout autant que l'Arabie saoudite, qui sont toutes les deux en train de «pomper au maximum». Autre argument qui encourage cette tendance citée par le professeur, celui des Etats-Unis qui stimulent un



relèvement du pétrole de schiste, devenu rentable à partir de 50 dollars. Ces deux causes, selon la même source, sont «désormais capables de noyer de marché». L'impact d'une telle chute des prix aura des effets désastreux sur l'économie nationale. Hausse des prix à l'importation des produits de large consom-

mation, une perte du pouvoir d'achat de la majorité des Algériens, augmentation du chômage en raison du gel des recrutements dans la Fonction publique et de la baisse des investissements publics. Nous assisterons également à une fragilisation de la situation financière du pays. Face à cette sombre

réalité, le Professeur Chitour appelle le gouvernement algérien à prendre le courage de sortir de la «rente pétrolière» en diversifiant l'économie nationale. Une solution, dira-t-il, pour nous éviter de «se tenir le ventre» chaque fois que les cours du brut se mettent à fluctuer dangereusement.

L. A. R.

Le budget familial mis à rude épreuve

Hausse quasi générale des prix des produits alimentaires

Depuis quelque temps, les consommateurs assistent impuissants à une hausse exagérée et injustifiée des prix des produits de large consommation. Une situation qui indispose les consommateurs impuissants devant ce diktat imposé par certains commerçants et qui met en évidence les carences de régulation du marché. Confronté quotidiennement à la hausse des prix des produits alimentaires de base, le citoyen algérien ne sait plus à quel saint se vouer pour remplir son couffin. En dépit des plans échafaudés par les pouvoirs publics pour contrecarrer cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Tout un arsenal d'outils pour prévenir ces fluctuations des prix, et pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo, mettant ainsi à rude

épreuves les ménages. Le ministère du Commerce a établi un nouveau rapport sur les prix des produits alimentaires au détail. La hausse a été quasi générale, à l'exception des denrées subventionnées par l'Etat. En effet, les prix moyens de détail des produits alimentaires de large consommation ont connu une tendance haussière en 2016, les augmentations les plus significatives ayant touché les produits d'épicerie et les fruits. Ces hausses ont ainsi touché les prix des légumes secs et ceux de produits d'épicerie comme les pois chiches dont le prix moyen a flambé à 240 DA/kg en 2016 contre 165 DA/kg en 2015, soit plus de 46%, les lentilles à 190 DA/kg contre 161 DA/kg. Les autres hausses ont concerné le concentré de tomate, plus de 8%, les pâtes alimentaires et le riz, plus de 6%, le café plus

de 4%, tandis que les prix des haricots secs ont diminué de 12%. Par contre, pour les légumes frais, la plupart des prix a connu des baisses variant entre 4% et 27%. Ainsi, le prix moyen de la pomme de terre a diminué de 27% par rapport à 2015 pour s'établir à 46 DA/kg, celui de la tomate est passé à 67 DA/kg, de l'oignon sec à 59 DA/kg, de la carotte à 63 DA/kg et de la courgette à 97 DA/kg. Toutefois, le prix de l'ail a enregistré une hausse de 37% pour s'établir à 426 DA/kg en 2016 contre 311 DA/kg en 2015. Côté fruits, le prix moyen des pommes locales a fortement augmenté à 194 DA/kg en 2016 contre 139 DA/kg en 2015, plus 40%, et celui des dattes à 462 DA/kg contre 427 DA/kg, plus 8%. Le prix des oranges a aussi enregistré une hausse de 41% en 2016 et celui des bananes a grimpé de 27%. «Il

a été constaté des hausses qui ont touché certains produits importés, à l'instar des pois chiches, pommes, bananes et ail, suite aux fluctuations enregistrées au niveau des marchés mondiaux», souligne la même source. Il a également été observé qu'un certain nombre de produits d'épicerie avait fait l'objet d'augmentation de prix dès novembre 2016, et ce, même avant l'entrée en vigueur du nouveau réajustement de la taxe de la valeur ajoutée (TVA) augmentée de deux points. Quant aux prix des viandes rouges, ils ont connu, durant l'année 2016, une hausse de 3% pour la viande bovine congelée à 669 DA/kg, et une stabilité pour la viande ovine locale à 1 316 DA/kg, alors que le prix moyen du poulet s'est stabilisé à 311 DA/kg.

Meriem Benchaouia

Des saisies et des arrestations au quotidien

Le fléau de la drogue sévit

Se droguer est devenu un acte banal chez bon nombre d'Algériens. Les plus jeunes sont les plus touchés par le phénomène. Cannabis, psychotropes en tous genres et même cocaïne, toutes les sortes de drogue semblent gagner le marché algérien. Un peu partout dans les 48 wilayas, la consommation de stupéfiants par les jeunes a pris des proportions inquiétantes. Les services de sécurité luttant contre ce fléau procèdent quotidiennement à de nombreuses saisies et arrestations. Pas plus tard qu'hier, les services de la Sécurité nationale ont procédé, lors de deux opérations dis-

tinctes à Alger et Tipasa, à l'arrestation de 34 individus dont une femme et à la saisie de près de 3 kg de kif traité, 326 comprimés psychotropes ainsi que 12 armes blanches, a affirmé un bilan de la direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). Pour plus de précisions, il faut savoir que la première opération s'est soldée par l'arrestation de 31 individus et la saisie de 91 gr de kif traité, de 326 comprimés psychotropes et 12 armes blanches après des descentes des services de la police dans différents points noirs et lieux suspects de certains quartiers de la capitale. A Tipasa, et sur les informations

faisant état de la présence d'individus s'adonnant à un trafic de stupéfiants dans plusieurs quartiers de la région,

trois personnes ont été arrêtées dont une femme qui était en possession 2,385 kg de kif traité. Les services de la police ont ouvert de suite des enquêtes pour pouvoir appréhender les autres membres du réseau criminel. A ce propos et pour rappel, plus de 93 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie en l'espace des 10 premiers mois de l'année 2016, selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT). Des

quantités vertigineuses qui témoignent fortement de l'ampleur du fléau au sein de la société algérienne. La première région touchée par la consommation de drogue à travers le territoire national s'est révélée être l'ouest du pays. Mais les autres wilayas ne sont pas épargnées également.

Saisie de plus de 4,5 quintaux de kif traité à Sidi Bel-Abbès

Les éléments des services des douanes de Sidi Bel-Abbès ont saisi une quantité de 460 kg de kif traité, a appris hier l'APS

de cette institution. Cette quantité de drogue a été saisie mardi sur la RN 95 reliant les communes de Ras El Ma et Moulay Slissene.

Elle était dissimulée à bord d'un camion semi-remorque chargé de produits alimentaires périmés provenant de la contrebande, a ajouté la même source. L'opération a permis également d'arrêter deux individus se trouvant à bord du camion. Une enquête est en cours pour identifier les membres restants de ce réseau criminel et déterminer la destination de cette marchandise prohibée.

Yacine Djadel

Campagne électorale et sélection finale des têtes de listes

Les islamistes dans la tourmente

■ Il ne reste que dix jours pour la clôture de l'opération de dépôt des dossiers de candidature. Les listes finales seront connues le 5 mars prochain à minuit, qu'il s'agisse des formations politiques ou des indépendants. Cependant, les partis du courant islamiste peinent à finaliser leurs listes à cause notamment des alliances.



Par Nacera Chenafi

Les partis islamistes, qui ont eu recours à des alliances pour pouvoir dépasser la condition des 4% des suffrages de voix lors des précédentes élections et la collecte des signatures, sont dans la tourmente par rapport à la sélection des têtes de listes avant de passer à l'organisation de la campagne électorale. Il ne reste que dix jours pour la clôture de l'opération de dépôt des dossiers de candidature. Les listes finales seront connues le 5 mars prochain à minuit, qu'il s'agisse des formations politiques ou des indépendants. Cependant, les partis du courant islamiste peinent à finaliser leurs listes à cause notamment des alliances. Pour rappel, l'opération de retrait des formulaires de candidature a débuté le 4 février dernier et un délai de 60 jours avant la date u scrutin a été fixé pour le dépôt des listes et dossiers des candidats.

Ainsi, les législatives du 4 mai prochain ont mis sur la scène politique deux alliances regroupant des partis du courant islamiste. Il s'agit, en premier, de l'alliance entre le Mouvement de

la société pour la paix (MSP) de Abderrezak Mokri et le Front du changement de Abdelmadjid Menasra. Ces deux partis vont entrer dans la prochaine course électorale avec des listes communes. Cependant, jusqu'à présent, sur le site officiel du MSP, il est indiqué dans plusieurs communiqués la sélection des têtes de listes par les conseils consultatifs de wilaya. On n'évoque en aucun cas comment la sélection des candidats se fait entre les deux formations politiques. La question des têtes de listes est soulevée notamment au niveau des grandes wilayas à l'instar de la capitale. D'ailleurs dans ce cadre, on parle du retour de Mustapha Benbada, ancien ministre du Commerce et des discussions ont même eu lieu avec l'ancien Chef du gouvernement, Ahmed Benbitour. A ce propos, le MSP a démenti la candidature de ces deux personnalités, tout en reconnaissant qu'il y a eu une rencontre avec Benbitour. Toutefois, il est écarté que Mokri et Menasra soient candidats.

Même lors de la précampagne ou sorties sur le terrain avant la campagne officielle, c'est le président du MSP,

Abderrezak Mokri qui anime les meetings et on ne sait pas quel rôle jouera Abdelmadjid Menasra. Pour sa part, l'ex-président du MSP, Bouguerra Soltani, a animé un meeting la semaine dernière au niveau de la wilaya de Djelfa. Soltani ne se gêne pas pour donner sa vision par rapport à la crainte de l'abstention des électeurs. Dans un article qu'il a publié dans ce cadre, il souligne que «l'abstention est le résultat des discours des partis politiques». Selon lui, «ce discours est loin de la réalité». D'autre part, il y a l'Union pour Aladala (Abdellah Djeballah), Ennadhha (Mohamed Dhoubi) et El Binaa (Mustapha Boumahdi) qui n'ont toujours pas finalisé leurs listes de candidature.

Il est à noter que le dépôt des listes de candidats s'effectue «au niveau des services compétents de la wilaya ou pour les circonscriptions électorales à l'étranger auprès de la représentation diplomatique ou consulaire désignée à cet effet pour chaque circonscription électorale, par le candidat figurant en tête de liste ou, en cas d'empêchement, par le candidat figurant en seconde position contre accusé de réception». Parmi les conditions fixées

par la loi, le dossier de candidature doit comprendre «une copie du procès-verbal de certification délivré par le président de la commission électorale de la circonscription électorale pour les listes de candidats indépendants et les listes de candidats présentées sous l'égide d'un ou de plusieurs partis politiques ne remplissant pas les conditions édictées par l'article 94 de la loi organique relative au régime électoral». Pour rappel, le ministère de l'Intérieur avait autorisé les partis de constituer des alliances sous conditions qu'elles soient signées par les premiers responsables de ces partis. «Les services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et la Haute instance indépendante de surveillance des élections doivent être rendus destinataires du document justificatif fondant cette alliance dûment signé par les responsables des partis politiques concernés avant le dépôt des listes de candidatures aux fins de sa diffusion et prise en compte au niveau des wilayas et des circonscriptions électorales à l'étranger», avait précisé le département de Bedoui dans un précédent communiqué.

N. C.

RND à Béjaïa

Kamel Bouchoucha confirmé tête de liste

Le secrétaire de wilaya, Kamel Bouchoucha, a été plébiscité tête liste du RND à Béjaïa aux élections parlementaires du 4 mai prochain, au cours du conseil de wilaya tenu à l'hôtel les Hammadites à Tichy. En fait, les membres du conseil de wilaya n'ont fait que confirmer le choix qui avait été fait, une semaine avant, par le bureau de wilaya qui avait désigné l'ex-député pour diriger la liste du parti à Béjaïa pour cette joute

électorale. Quelques militants n'ont pas hésité à envahir les lieux mais ils ont été refoulés par les vigiles. Un militant a tenté d'accaparer le micro pour perturber la réunion, mais il sera mis dehors par les vigiles et une bagarre s'en est suivie. Une militante et membre du conseil de wilaya, présidente du conseil communal de Sidi-Aïch, a été blessée, nous dit-on. Le calme est revenu suite à l'intervention de la police. Le secrétaire de

wilaya du RND n'a pas voulu commenter cet incident. Il estime que «le plus important est que la réunion se soit tenue à l'intérieur de la salle et que l'ordre du jour a été abordé dans des conditions normales, à savoir la validation de la tête de liste du parti aux législatives et l'examen des autres candidatures de la liste par le conseil de wilaya qui validera, dans une semaine, les autres candidatures de la liste du parti». Ainsi, les opposants de

l'actuel secrétaire de wilaya ont été neutralisés. Pour rappel, la tension avait commencé la semaine passée lorsque le bureau de wilaya avait porté son choix sur l'actuel secrétaire de wilaya pour diriger la liste du parti à Béjaïa. Quelques membres de la région de la Soummam, notamment d'Akbou, Oued-Ghir, etc. avaient décidé de contrecarrer la candidature de M. Bouchoucha mais apparemment sans succès.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

L'esprit d'Astana l'emporte sur celui de Genève

suite de la page Une

Tout le monde comprend bien que les changements intervenus depuis sur le terrain s'inscrivent en faux contre une telle perspective. Cela n'empêche pas l'opposition d'y croire toujours, ou du moins d'en donner l'air, ce qui d'ailleurs est bien compréhensible. Le conflit a progressé depuis une année, il a en particulier tourné à l'avantage d'un camp et au détriment de l'autre, toutefois pas suffisamment pour que le processus même de négociation soit dépassé. A lui seul cela explique que les combats et autres bombardements aient repris, mais sans pour autant retrouver le niveau de violence qui était le leur il y a une année. Mais cela montre aussi que le quatrième round qui s'ouvre risque de tourner court comme celui qui l'a précédé. Les positions des principaux protagonistes, rébellion plus ou moins unifiée d'un côté, une fois de plus en l'absence des Kurdes, et gouvernement syrien de l'autre, restent tout aussi inconciliables que par le passé. Sur ce plan, c'est comme si la bataille d'Alep n'était pas finie. L'opposition armée n'aurait pas voulu prendre part à un nouveau round si celui-ci tenait compte de la façon dont cette bataille s'est terminée. De même que le gouvernement syrien s'en serait détourné si son ordre du jour était le transfert du pouvoir – qui plus est à un bord qu'il est en train de vaincre militairement. Voilà pourquoi personne ne se fait beaucoup d'illusions sur les résultats de ce nouveau round des négociations de Genève. Cette révision à la baisse s'est produite des jours auparavant. Paradoxalement, c'est précisément parce que personne ne s'attend à une percée décisive à l'occasion de ce round qu'il est possible d'en espérer quelque chose allant dans le bon sens ; celui de la paix. De fait, on entend dire des deux côtés que le maximum auquel il est possible d'aboutir, c'est une consolidation du cessez-le-feu, ou son rétablissement là où il a été violé, condition d'un meilleur acheminement des secours aux populations dans le besoin. Des parties dans une négociation qui commencent par avertir leur monde sur la modestie de ses résultats ne donnent pas le sentiment d'en attendre la fin pour redonner à leurs affrontements leur première intensité. Mais de le regretter au contraire, tout en s'accordant les chances de faire mieux la prochaine fois.

Education

Benghebrit annonce une consultation sur l'évaluation pédagogique

■ La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a annoncé le lancement, dès ce mardi, d'une consultation nationale sur le système d'évaluation pédagogique des acquis des élèves.

Par Amel O.

Dans une déclaration à la presse à l'ouverture de la semaine maghrébine de la santé scolaire et de la prévention de l'obésité, à l'école Abane-Ramdane à Ain Benian (Alger), M^{me} Benghebrit a précisé que cette consultation tendant à revoir les critères d'évaluation pédagogique des élèves sera sanctionnée par l'organisation d'un colloque national le 29 avril 2017. Cette consultation passe par un questionnaire qui sera distribué à travers les différents établissements scolaires afin de permettre d'engager un «large débat» sur ce système d'évaluation, a ajouté la ministre. Après avoir indiqué que le système d'évaluation pédagogique actuel reposait sur le critère de «mémorisation», M^{me}



Benghebrit a mis en avant la nécessité de tenir compte du critère des «*intelligences multiples*» dans l'élaboration de l'évaluation

pédagogique. A une question sur l'installation de caméras de surveillance pour lutter contre la violence en milieu scolaire, la

ministre a estimé que «*cette mesure proposée par les parents d'élèves pourrait être appliquée aux abords de certaines écoles*

mais pas en leur sein», précisant que le ministère fera bientôt connaître la teneur de la méthode retenue pour lutter contre ce phénomène. M^{me} Benghebrit a, par ailleurs, fait savoir que l'étude réalisée par le ministère de la Santé en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'obésité en milieu scolaire avait fait ressortir que plus 3% des élèves du cycle moyen souffraient d'obésité. Elle a, à cet égard, appelé les parents à sensibiliser leurs enfants aux dangers de cette maladie et à bannir les habitudes alimentaires qui la favorisent. Pour faire face à cette situation, la ministre a mis en exergue la nécessité pour les personnels chargés des unités de dépistage d'intensifier leurs efforts et de coordonner davantage avec les enseignants. A. O.

Véhicules

Convention CPA-Sovac pour le financement du projet Volkswagen

Le Crédit populaire algérien (CPA) et le Groupe Sovac ont signé, hier à Alger, une convention de partenariat portant sur la prise en charge par cette banque publique des besoins de financement et d'investissement du projet de montage et de fabrication de véhicules Volkswagen. La convention a été signée par le P-dg du CPA, Omar Boudiab, et celui de Sovac, Mourad Oulmi.

«Il s'agit d'un financement qui s'étalera sur plusieurs phases. Cette première phase de financement est destinée à la réalisation des infrastructures et l'acquisition des équipements», a indiqué à la presse M. Boudiab, en marge de la cérémonie de signature de cette convention. Cette phase initiale du projet est d'un coût financier de 6,5 milliards de DA dont 5 milliards de DA seront

assurés par le CPA alors que le reste sera couvert par les fonds propres de la société Sovac, selon les explications de M. Boudiab. Le premier véhicule Volkswagen sortira de l'usine de Relizane, en juin 2017, c'est le produit d'un contrat conclu entre le constructeur allemand Volkswagen et le groupe algérien Sovac. Le complexe automobile de Relizane constitue un grand pas

en avant pour l'économie nationale, précisant qu'il pourra atteindre un taux d'intégration de 50% dans les cinq prochaines années. Les concessionnaires qui se contentaient, jusqu'à alors, d'offrir un marché aux firmes étrangères, ont commencé à se lancer dans la production, à l'exemple de Hyundai, Renault et Mercedes et, plus récemment, Volkswagen. Lamia F.

Restauration de La Casbah d'Alger

De vieilles bâtisses historiques menaçant ruine recensées

Près de 100 bâtisses historiques menaçant ruine, classées dans la case rouge, ont été recensées à La Casbah d'Alger, d'où la nécessité de leur prise en charge, a indiqué le directeur général de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, Abdelwahab Zekagh. 93 bâtisses historiques, classées dans la case «rouge» et menaçant ruine, ont été recensées à La Casbah d'Alger, a affirmé M. Zekagh, appelant au relogement temporaire ou permanent de leurs habitants, selon la nature et l'acte de propriété, en vue de lancer les travaux de restauration et de stopper leur détérioration en raison des infiltrations d'eau et de la dégradation des canalisations des eaux usées. Depuis le lancement de cette opération en 2014, il a été procédé aux travaux préliminaires de soutien de 717 bâtisses menaçant ruine sur un total de 1 861, dans le cadre du plan permanent de sauvegarde de La Casbah, parallèlement au lancement des études, a précisé le responsable. M. Zekagh a mis l'accent sur la difficulté d'intervenir au sein d'un vieux tissu urbain comme celui de La Casbah d'Alger, classée aux

niveaux national et international et protégée par des textes de loi, d'autant qu'elle demeure habitée. Le directeur a qualifié de «positive» la décision du transfert du dossier de La Casbah d'Alger aux services de la wilaya d'Alger, estimant qu'elle constituait «un réel vecteur» à même de relancer ce dossier et d'accélérer l'opération de restauration de ce site historique, au regard des moyens de la wilaya d'Alger notamment en matière de relogement, d'aménagement du territoire, d'hygiène et autres. M. Zekagh a assuré qu'il allait présenter l'aide technique, les études et les projets de restauration de La Casbah d'Alger, élaborés par son équipe composée

de 20 architectes, aux services de la wilaya, en attendant les résultats de la nouvelle structuration de l'Office et de ses missions. Avant le transfert du dossier de La Casbah vers la wilaya, il était prévu d'opérer des travaux de réfection d'urgence au niveau de 212 bâtisses, outre 7 mosquées et 9 maisons historiques liées à la guerre de Libération et 51 constructions inoccupées, précise le même responsable. La wilaya avait procédé en 2014 au relogement des habitants de 37 habitations précaires adjacentes de la citadelle d'Alger. Une enveloppe financière avait également été allouée pour la réalisation de quatre projets de restauration de maisons

historiques, à savoir celle de la moudjahida Djamilia Bouhired, de Hassan Pacha, ainsi que la maison du défunt artiste Mahieddine Bachtarzi et El Djamaa el Barani, a ajouté M. Zekagh. L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés avait effectué, de 2007 à 2011, des études d'évaluation de l'état des constructions de La Casbah d'Alger et examiné les moyens de les restaurer. Le musée du métro... un prolongement de La Casbah retraçant 2000 ans d'histoire Le projet de «musée du métro», d'une superficie de 1500m², se veut un prolongement de la citadelle d'Alger avec 8 accès différents donnant sur la place des

Martyrs. Ledit projet, retraçant 2000 ans de l'histoire de l'Algérie «avance bien» et un appel d'offres international sera lancé pour le choix du bureau d'études qui sera chargé de sa gestion, conformément aux normes internationales, a précisé M. Zekagh. Le Fonds national du patrimoine a consacré un montant de 707 millions de dinars pour réaliser les travaux de fouilles sur 3200 m de profondeur, a affirmé M. Zekagh, appelant, à cet effet, le ministère des Affaires religieuses qui compte 1 000 wakfs (locaux, constructions et autres) à contribuer à l'opération de réhabilitation de La Casbah, en sus d'encourager le secteur privé à lancer les projets visant à protéger les métiers de l'artisanat, à créer des postes d'emploi et à encourager le tourisme pour enrichir son patrimoine immatériel. M. Zekagh s'est dit «optimiste» quant à la réception de plusieurs projets de restauration et d'aménagement de La Casbah à l'horizon 2020, à l'instar de celui de «la citadelle d'Alger», notamment après la prise en charge de plusieurs projets par la wilaya dans le cadre de «son action de proximité visant à sauver ce monument historique». A. T./APS

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Une délégation parlementaire présente à la session d'hiver

UNE DÉLÉGATION parlementaire prend part aux réunions de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, prévues les 23 et 24 février courant à Vienne (Autriche), annonce un communiqué du Conseil de la nation. Les participants à ces réunions se pencheront sur plusieurs thèmes liés notamment à «la protection des droits de l'Homme en périodes de guerre et de conflit», «La sécurité transnationale dans la région de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe» et «la gestion des ressources naturelles et la problématique de l'eau», indique le communiqué. Selon la même source, le Parlement algérien participe de façon régulière à ces réunions ce qu'il lui a valu la qualité de partenaire de cette coopération. La délégation parlementaire compte le chef de délégation, El Hachemi Djar (président du groupe parlementaire du tiers présidentiel au Conseil de la nation), Belkacem Kara (membre du Conseil de la nation), Loudjartini Nadia et Mohamed Lamine Derbal (membres de l'Assemblée populaire nationale, APN). R. N.

Coopération algéro-allemande

Plus de 24 milliards de DA d'investissements en 5 ans

■ Douze projets industriels d'un montant global de plus de 24 milliards de DA (équivalent de près de 220 millions de dollars) ont été concrétisés en Algérie avec des partenaires allemands durant les cinq dernières années, a indiqué, à Alger, le directeur général de l'Andi, Abdelkrim Mansouri.

Par Salem K.

S'exprimant à l'occasion des travaux du Forum algéro-allemand, tenu en marge de la 6^e réunion de la commission mixte entre les deux pays, M. Mansouri a fait savoir que durant les cinq dernières années, l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) a accompagné 16 projets d'investissements algéro-allemands dont 12 ont déjà été réalisés. Il s'agit de projets portant essentiellement sur la fabrication de boîtes à vitesse, d'appareils de maintenance, de matériaux de construction (plâtre et dérivés) et du gaz comprimé. «Ce sont des activités diversifiées qui sont majoritairement dans le secteur de l'industrie», a observé M. Mansouri. Lors de ce Forum algéro-allemand, coprésidé par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, et le vice-ministre allemand de l'Economie et de l'Energie, Uwe Karl Beckmeyer, certains «succès stories» de projets allemands en Algérie ont été présentés. Il a été cité le projet de partenariat entre Sovac et Volkswagen d'un montant de plus de 170 millions d'euros, considéré comme le plus important projet engagé par ce constructeur automobile en Afrique. L'usine sera implantée à Relizane



sur une superficie de 150 hectares et compte produire 12 000 véhicules en 2017 puis 30 000 en 2018 avant d'atteindre, à long terme, les 100 000 unités/an. Devant générer pas moins de 1 800 emplois directs, cette usine produira des véhicules des marques Volkswagen

(Golf et Kaddy), Seat (Ibiza) et Skoda (Octavia). Le projet vise l'atteinte d'un taux d'intégration de 15% entre 2017 et 2019 et de 40% entre 2020 et 2022. Outre la création d'emplois et le transfert technologique, ce projet devra contribuer dans «la mise en place d'une nouvelle

dynamique économique basée sur l'industrie automobile et la sous-traitance», a avancé le directeur général de Sovac, Mourad Oulmi. Dans la présentation de Henkel Algérie activant dans les domaines de détergents et de produits d'entretien, son P-dg, Jean Feminier, a fait savoir que sa société envisageait d'investir un montant de 30 millions d'euros en 2017 pour augmenter les capacités de production des unités de Reghaia et de Chelghoum El Aid. Dans son allocution lors de ce forum, le vice-ministre allemand a estimé que le processus de partenariat entre l'Algérie et l'Allemagne était en «bonne voie» tout en reconnaissant qu'il restait beaucoup à faire sur le plan des investissements industriels. «L'Algérie est une porte stratégique vers l'Afrique, elle recèle d'énormes opportunités d'investissements dans plusieurs domaines», a-t-il déclaré, soulignant qu'un bon nombre d'entreprises allemandes de sous-traitance sont intéressées par l'investissement en Algérie. Par ailleurs, M. Beckmeyer, qui avait participé au Forum mondial de l'énergie organisé en septembre dernier à Alger, a salué les efforts engagés par l'Algérie pour rééquilibrer le marché pétrolier mondial.

S. K.

Opep

L'accord sur la production va continuer de porter ses fruits en 2017

L'accord de limitation de la production de pétrole devrait permettre aux réserves des pays riches de poursuivre leur baisse en 2017, a estimé le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep), qui espère une intensification des efforts de ses pays membres. Alors que le niveau des réserves mondiales grimpeait depuis 2015, faisant chuter les cours de l'or noir, l'Opep a annoncé fin 2016 un accord pour limiter sa production et permettre aux marchés de se rééquilibrer. «Il était apparent que les réserves commerciales de l'Organisation de coopération et de développement économique regroupant les pays riches de la planète (OCDE) ont commencé à reculer au quatrième trimestre de 2016, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent de baisser en 2017», a estimé Mohammed Barkindo, secrétaire général de l'organisation. L'accord sur la production «lie des membres de l'Opep et des pays qui n'en font pas partie, et malgré cela, nous avons réussi à nous allier et à donner tort aux sceptiques», s'est-il félicité, à l'occasion de la conférence professionnelle de l'International Petroleum Week à Londres. Selon le secrétaire général, les pays de l'Opep, qui respectent actuellement à 90% l'objectif fixé entre 32,5 et 33 millions de barils

par jour, vont chercher à dépasser ce seuil. «Malgré le haut niveau d'adhésion à l'objectif, les réserves mondiales sont encore bien au delà de leur moyenne des cinq dernières années», a-t-il noté, jugeant par ailleurs qu'il était trop tôt pour évoquer un possible renouvellement de l'accord au delà des six premiers mois de l'année.

Le Brent à plus de 56 dollars à Londres

Les prix du pétrole repartaient en petite baisse hier en cours d'échanges européens, les

investisseurs engrangeant quelques bénéfices après une forte hausse des cours la veille alimentée par un optimisme persistant sur les limitations de production de l'Opep.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 56,32 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 34 cents par rapport à la clôture de mardi.

Le cours du Brent était monté mardi à 57,45 dollars, son niveau le plus élevé en près de trois semaines. Dans les échanges électroniques sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, céda à 31 cents, à 54,02 dollars. Le prix du WTI était monté mardi à 54,68 dollars, son niveau le plus fort depuis début janvier.

Fin 2016, les membres de l'Opep et une dizaine de pays partenaires ont signé un accord visant à réduire leur production, un pacte que l'organisation a déjà assuré à la mi-février respecter à 90%. En outre, le contexte général sur le marché du pétrole reste tendu car si les

actions de l'Opep et de ses partenaires pointent vers un resserrement de l'offre, le fait est que les niveaux de production et de réserves aux Etats-Unis sont élevés et tendent à peser sur un marché où la demande reste terne. Dans ce contexte, les investisseurs décortiqueront jeudi, avec un jour de décalage en raison d'un jour férié lundi aux Etats-Unis, les données hebdomadaires sur le niveau des réserves américaines de pétrole publiées par le département américain de l'Energie (DoE).

Safia T./APS

Plombé par les incertitudes politiques L'euro baisse face au dollar

L'euro baissait face au dollar, la monnaie unique souffrant de perspectives politiques incertaines à travers l'Europe, tandis que le billet vert profitait des déclarations de membres de la Réserve fédérale (Fed). Vers 22h00 GMT (20h00 à Paris), l'euro valait 1,0535 dollar contre 1,0613 dollar lundi soir.

La devise européenne baissait un peu face à la monnaie nipponne, à 119,77 yens pour un euro contre 120,04 yens lundi. Le billet vert montait face à la devise japonaise, à 113,69 yens pour un dollar contre 113,11 yens la veille. «C'est l'euro qui s'affaiblit depuis le début de la journée et c'est largement dû à de nombreuses inquiétudes politiques», a résumé Boris Schlossberg, de BK Asset Management. Il citait l'approche de plusieurs élections dont les législatives néerlandaises en mars, dont le principal parti

euroceptique pourrait arriver en tête, et la présidentielle française, dont la candidate d'extrême-droite Marine Le Pen semble largement en mesure de se qualifier pour le second tour début mai. «Cela domine tous les autres facteurs jouant sur l'euro», a avancé M. Schlossberg, remarquant que les indicateurs économiques européens s'étaient, eux, révélés très favorables mardi. Les cambistes ont pris connaissance d'une accélération de la croissance de l'activité privée dans la zone euro en février, au plus haut depuis presque six ans, selon la première estimation de l'indice PMI composite publiée par le cabinet Markit. Du côté américain, «le dollar s'est renforcé après des propos de responsables de la Réserve fédérale (Fed), qui ont laissé la porte à un relèvement des taux dès leur prochaine réunion à la mi-mars», a écrit

Joe Manimbo, de Western Union, faisant référence à des déclarations de Patrick Harker et Loretta Mester, respectivement à la tête des antennes de Philadelphie et Cleveland. Si la banque centrale américaine resserre ainsi sa politique, une trajectoire favorable au dollar, elle conserverait un rythme plutôt soutenu dans la hausse des taux qu'elle a reprise en décembre mais s'est abstenue de poursuivre début 2017. A ce titre, la publication du compte-rendu de cette dernière réunion, datant de trois semaines, revêtira «une importance cruciale», a conclu M. Manimbo. Tout en maintenant le statu quo, la Fed avait alors dressé un portrait un peu plus rose de l'économie, se maintenant ainsi en position de poursuivre prochainement son resserrement monétaire.

R. E.

Boumerdès

Opérations de relogement de près de 190 familles

■ La première étape de relogement social de 190 familles a été lancée à Larbaâatche, à l'ouest de Boumerdès, au titre de la poursuite de la mise en œuvre d'un large programme d'éradication de la totalité des chalets, à travers la wilaya.

Par Hatem D.

La démolition des chalets de la cité éponyme, dans la banlieue de Larbaâatche, a été entamée immédiatement après leur libération par leurs occupants, sachant que l'encadrement de l'opération d'évacuation, supervisée par les autorités locales, a été assuré par des équipes médicales spécialisées et des éléments de la Protection civile de la wilaya. Les familles bénéficiaires de l'opération ont été accompagnées jusqu'à leurs nouveaux appartements, avant la récupération du foncier évacué, qui sera destiné à l'implantation de projets d'équipements publics et de développement. Cette opération a été néanmoins émaillée de quelques actions de



protestation pacifique organisées par des familles non bénéficiaires, auxquelles le chef de la daïra et le P/APC ont assuré que

«l'examen des recours se poursuit toujours et que la décision en la matière se fait essentiellement sur la base du fichier national». Selon une déclaration précédente du chef de l'exécutif,

l'opération d'éradication des chalets, installés depuis 13 années à travers la wilaya de Boumerdès, se fera de «façon progressive», jusqu'à leur disparition définitive, en décembre 2017, a-t-il assuré. L'opération a démarré officiellement le 26 décembre 2016, dans la commune d'Ouled Hadadj, à l'ouest de Boumerdes, et avait touché alors 500 chalets, avant la démolition de 253 autres chalets à Corso, puis 130 à Tidjelabine, a-t-on signalé. Le wali s'était engagé en outre à la «fermeture définitive du dossier des chalets, dans les délais fixés». Plus de 12 000 chalets avaient été installés au lendemain du séisme du 21 mai 2003 à travers 98 sites de la wilaya de Boumerdes, répartis sur 28 communes.

H. D./APS

Sétif/Electricité et gaz

La wilaya détient le taux le plus élevé de couverture

La wilaya de Sétif est la première à l'échelle nationale en termes de couvertures par les réseaux d'électricité et de gaz, a affirmé le président directeur général de Sonelgaz, Mustapha Guitouni. Sétif est couverte à 98% par le réseau d'électricité et à 94% par celui du gaz, a assuré ce responsable dans une déclaration au terme de sa visite de travail dans la wilaya. Le PDG de Sonelgaz qui était accompagné des autorités de wilaya a visité le projet de la centrale électrique de la commune de Mehdiya (1015 mégawatts) dont la réalisation qui mobilise 9 milliards DA affiche un taux d'avancement des travaux de 72%. Selon les explications

données sur site, ce projet est prévu en trois lots de travaux à réceptionner en mai 2017, décembre 2017 et février 2018. Cette centrale, a affirmé M. Guitouni, mettra après la mise en service Sétif ainsi que les wilayas avoisinantes à l'abri des perturbations en approvisionnement en électricité. Il a également procédé au lancement du projet des canalisations de transport de gaz visant à sécuriser l'approvisionnement de la région Nord de la wilaya affirmant que cette opération mettra fin à tous les insuffisances enregistrés jusque-là. Représentant un investissement de trois milliards DA, ce projet porte sur la pose de 22 km de canalisations de 28

pouces de diamètre. Un projet similaire de construction de 12 km de canalisations sera lancé dans les prochains jours dans la région de Dhraâ Kebila, a-t-on indiqué à l'occasion. Le P-DG de Sonelgaz a, en outre, présidé l'opération de raccordement de 400 foyers de la région d'Ouled Seïf dans la commune de Mezloug au réseau de gaz naturel. Il a également visité une usine privée de fabrication de câbles électriques dans la zone industrielle de la ville de Sétif et l'unité de production de compteurs d'électricité et de gaz dans la zone industrielle d'El Eulma.

Lydia O./Agences

Tlemcen

Octroi de 19 autorisations de pêche continentale à des jeunes

La direction de la pêche et des ressources halieutiques de Tlemcen a octroyé 19 autorisations de pêche continentale à des jeunes pour activer au niveau des barrages de la wilaya, a-t-on appris à l'occasion d'une campagne de sensibilisation et d'information. Ces autorisations de concession permettent aux jeunes de réaliser des projets au titre des dispositifs d'emploi des jeunes et pratiquer la pêche

continentale au niveau des cinq barrages de la wilaya, ont indiqué des responsables à la direction de la pêche et des ressources halieutiques. Cette direction accompagne ces jeunes dans la concrétisation de leurs projets et l'acquisition d'embarcations et équipements de pêche pour pratiquer cette activité, en plus de l'organisation d'une session de formation à l'école technique de la pêche et

d'aquaculture à Ghazouet pour obtenir un certificat d'aptitude, a-t-on assuré. La campagne d'information et de sensibilisation, qui se poursuit jusqu'au 1er mars prochain, cible plusieurs dairas de la wilaya, à l'instar de Maghnia, Marsa Ben Mhidi, Remchi et Mansourah pour s'achever à l'école technique de la pêche et d'aquaculture de Ghazouet. Elle a pour objectif d'inciter les jeunes à pratiquer la

pêche continentale. A rappeler que 13 opérations d'ensemencement en alevins d'eaux douces dont ceux de la carpe argentée et la carpe au grand bec ont été réalisées l'année dernière à travers les barrages de la wilaya. Trois opérateurs actives au niveau des barrages de Hammam Boughrara et de Sidi Abdelli pour une production d'une tonne de poissons par mois.

L. F.

Nâama

La campagne labours-semelles touche 80% de la superficie ciblée

La campagne labours-semelles de la saison agricole en cours dans la wilaya de Nâama a touché 80% de la superficie à emblaver, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles. Lancée en octobre dernier, cette opération cible une superficie globale de plus de 4 500 ha, soit une hausse de 1 000 ha par rapport à la saison précédente. Elle sera achevée fin février en cours, a-t-on indiqué. La superficie réservée à l'orge est de 3 500 ha, au blé tendre (700 ha), à l'avoine

(30 ha) et aux légumes secs (300 ha), a-t-on ajouté. Selon des agriculteurs et des spécialistes, la pluviométrie enregistrée en janvier dernier a encouragé les céréaliculteurs à poursuivre la campagne labours-semelles marquée par des conditions climatiques défavorables en automne. La direction des services agricoles a signalé la disponibilité de quantités suffisantes de semences et d'engrais à la coopérative de céréales et légumes secs de Saïda qui couvre la wilaya

de Nâama, répondant aux besoins des agriculteurs auxquels ont été accordées toutes les facilités pour bénéficier du matériel agricole dont les tracteurs. A la faveur de l'extension de la culture fourragère irriguée dans la wilaya, 643 ha de maïs ont été labourés dont 50% à Ain Benkheilil, a-t-on indiqué. La production de toutes variétés de céréales a augmenté au niveau de la wilaya la saison écoulée pour atteindre 740 130 ha.

APS

Sidi Bel-Abbès
Plus de 12 000 logements publics locatifs en cours de réalisation

UN TOTAL de 12 674 logements publics locatifs sont en cours de réalisation dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Abdelkettah Kessoul. Ces logements, en cours de réalisation, s'inscrivent dans le cadre d'un important programme LPL (logement public locatif) comportant la réalisation de 23 080 unités dont 10 406 ont été attribués dernièrement à travers les communes de la wilaya, a-t-il indiqué. M. Kessoul a affirmé également que tous les obstacles entravant la concrétisation des programmes d'habitat ont été levés et que le champs est favorable pour les promoteurs et bureaux d'études chargés de ces projets pour entreprendre la réalisation des logements et les livrer dans les délais impartis. L'OPGI de la wilaya gère aussi la réalisation de 500 logements promotionnels aidés (LPA) au centre-ville de Sidi Bel-Abbès.

F. D.

Tissemsilt
97% des objectifs de la campagne labours-semelles concrétisés

LA CAMPAGNE labours-semelles de l'année agricole actuelle a réalisé, dans la wilaya de Tissemsilt, 97% de ses objectifs, a-t-on appris du directeur des services agricoles. L'opération a touché 75 900 hectares de terres réservées à la céréaliculture sur un total de 777.13 ha programmés, a-t-il indiqué. Les objectifs n'ont pas été totalement concrétisés à cause des intempéries enregistrées dans la région en décembre et janvier derniers qui ont perturbé l'opération de semelles. La campagne labours-semelles de la saison agricole en cours a touché 54 800 ha destinés au blé dur, 4 900 ha au blé tendre, 17 500 ha à l'orge et 17 010 ha à l'avoine. La coopérative de céréales et de légumes secs de Mahdia (Tiaret) a livré 23 729 quintaux de semences traitées et a satisfait la demande en engrais et autres fertilisants estimés à 3 641 qx, a-t-on ajouté. Le guichet unique de Tissemsilt a réceptionné, depuis août 2016 dans le cadre du crédit Rffig, 461 dossiers des céréaliculteurs dont 305 avalsés. Le wilaya de Tissemsilt avait réalisé, la saison agricole écoulée, une production de 303 404 qx toutes variétés de céréales.

R. R.

Résolution de la crise en Libye

L'Algérie et l'Italie «coordonnent de façon permanente» leurs efforts

■ L'Algérie et l'Italie «coordonnent de façon permanente» leurs efforts sur de nombreuses questions, notamment sur la situation en Libye, a affirmé à Alger, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel.

Par Lamia O.

«**N**ous avons une coordination permanente de nos efforts avec l'Italie sur de nombreuses questions importantes, notamment la situation qui prévaut actuellement en Libye», a déclaré M. Messahel à l'issue de la 3^e session du dialogue stratégique algéro-italien sur les questions politiques, sécuritaires et de lutte contre le terrorisme.

M. Messahel a présidé les travaux de cette session avec le secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale italienne, Vincenzo Amendola.

Il a réitéré à l'occasion la position algérienne «favorable à une solution politique et à un dialogue inclusif des parties libyennes, sans exclusion, à l'exception de celles considérées par l'ONU comme étant des orga-

nisations terroristes».

M. Messahel a indiqué avoir évoqué avec le responsable italien la réunion tripartite (Algérie-Tunisie-Egypte) qui s'est tenue à Tunis dans «le cadre de la coordination des efforts par les pays voisins de la Libye».

Cette rencontre sera suivie, a souligné M. Messahel, par la 11^{ème} réunion des pays du voisinage de la Libye, avec la participation de l'Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Tchad, Niger.

«Nous soutenons le processus onusien pour résoudre la crise en Libye et nous considérons que cet accord politique constitue la plate-forme à même de permettre aux Libyens de trouver une solution à la crise que vit leur pays», a expliqué M. Messahel.

Il a précisé, à ce propos, que les Libyens «sont libres d'apporter les modifications qu'ils jugeront, eux-mêmes, utiles pour aboutir à la solution recherchée».



PH: D.F.

M. Messahel a relevé avoir évoqué avec le responsable italien la question de la migration clandestine, estimant que l'Algérie «est devenu aujourd'hui un pays de destination», soulignant que les «approches algérienne et italienne sont très proches».

Ces approches «se fondent

sur le lien entre le développement et la migration clandestine», a-t-il soutenu, estimant qu'il «ne peut y avoir de règlement de la crise de la migration clandestine sans que ne soit réglée la question du développement».

Il a fait remarquer, dans ce sens, l'existence d'une «nouvelle dimension» dans cette équation,

qui est celle de la sécurité, plaidant pour «un traitement des causes» de ce phénomène.

Pour sa part, Vincenzo Amendola a indiqué que la coopération algéro-italienne dans la lutte contre le terrorisme, «donne et donnera des résultats concrets», ajoutant que «cette lutte constitue la première priorité des pays de la Méditerranée».

Au sujet de la Libye, il a souligné que l'Algérie et l'Italie «partagent la même vision qu'ils soutiennent dans tous les forums internationaux», défendant le principe selon lequel «la solution doit émaner des Libyens, eux-mêmes, sans aucune interférence étrangère».

Il a déclaré, dans le même sillage, que «l'Algérie et l'Italie feront tout leur possible pour que la Libye retrouve sa stabilité».

L.O. / APS

Quelque 630 migrants secourus

QUELQUE 630 migrants ont été secourus dans la nuit de lundi à mardi au large de la Libye, ont indiqué les gardes-côtes italiens, indiquant avoir coordonné deux opérations distinctes de sauvetage.

Les migrants secourus déviaient sur une grande barque et sur un pneumatique, ont précisé les gardes-côtes dans un communiqué. Par ailleurs, les corps de 74 migrants morts ont été découverts mardi par des habitants près de Tripoli. Ils se sont noyés après

le naufrage de leur embarcation alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe, a annoncé le Croissant-Rouge libyen.

Six ans après la chute de Mouammar Kadhafi, la Libye est toujours plongée dans le chaos et le pays est devenu un carrefour de l'immigration clandestine vers l'Europe. Les passeurs organisent des départs, généralement depuis l'ouest du pays, à destination de l'Italie située à seulement 300 kilomètres. En l'absence d'une armée ou d'une

police régulières, plusieurs milices font office de gardes-côtes tout en étant souvent accusées de complicité, voire d'implication dans ce trafic lucratif.

L'Italie et la Libye ont récemment signé un memorandum d'accord prévoyant un renforcement de leurs frontières respectives pour parvenir, avec l'aide de l'Union européenne, à endiguer les flux migratoires partant d'Afrique du Nord vers l'Italie.

R. M.

Sahara occidental

Le Polisario appelle le Conseil de sécurité à relancer le processus de paix

Le Front Polisario a appelé mercredi le Conseil de sécurité à relancer le processus de paix au Sahara Occidental, en affirmant que «la diplomatie du silence» a conduit à l'échec de l'organe onusien à prévenir les conflits dans les territoires occupés.

Dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité, Volodymyr Yelchenko, le Front Polisario a indiqué que la réunion de mercredi sur le Sahara Occidental «constitue aujourd'hui plus que jamais l'occasion pour le Conseil de prendre des mesures pour relancer le processus de paix après la crise provoquée par le Maroc».

«Les faits démontrent que la diplomatie du silence, fondée et inspirée par les manœuvres de la puissance occupante, a échoué et a conduit à l'échec du Conseil de sécurité en matière de prévention des conflits au Sahara occidental», a ajouté Ahmed Boukhari le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU.

Il a affirmé qu'il incombait au Conseil

de sécurité de donner un signal de confiance à la communauté internationale sur le règlement de la question sahraouie.

Rappelant la résolution 2285 de 2016 qui souligne la nécessité pour les deux parties du conflit de s'engager dans un cinquième round des négociations, M. Boukhari a regretté qu'aucune mesure n'ait été prise dans ce sens malgré la volonté exprimée par la partie sahraouie de coopérer avec l'émissaire de l'ONU, Christopher Ross.

«Cette dangereuse impasse dans le processus politique menace la stabilité régionale dans un continent confronté à un certain nombre de conflits fragiles», a-t-il mis en garde.

Une année après l'adoption de cette résolution, le personnel de la Minurso expulsé par le Maroc n'est toujours pas autorisé à retourner aux territoires occupés, a signalé M. Boukhari en indiquant que le rétablissement progressif des activités de cette mission de l'ONU, promis par le Maroc, n'était qu'une «illusion trom-

peuse». Le représentant du Front Polisario a fait remarquer à ce propos que la situation tendue à El Gargarat était le résultat de l'accumulation de plusieurs événements dangereux que le secrétariat général de l'ONU et le Conseil de sécurité auraient pu aborder de manière efficace.

«L'expulsion du personnel de la Minurso, la persistance de l'obstruction de la mission de l'envoyé personnel du SG de l'ONU et le silence du Conseil», ont encouragé le Maroc à violer l'accord sur le cessez-le feu pour construire une route traversant les territoires sous contrôle du Front Polisario, a-t-il noté.

Contrairement à la propagande répandue par le Maroc que la construction de la route a pour objectif de mettre fin au trafic illicite de toute sorte, des saisies de quantités importantes de drogue en provenance du «mur de la honte» ont été opérées par les forces du Front Polisario en présence des équipes de la Minurso, a ajouté le Front Polisario.

«C'est un crime qu'il est impossible de

commettre sans la complicité et l'appui des commandants militaires marocains», a-t-il indiqué. «Il y a lieu de se demander d'où vient ce trafic de toute sorte», s'est-il interrogé.

Abordant la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 décembre dernier qui a explicitement reconnu que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc, M. Boukhari a précisé qu'elle offrait au Conseil de sécurité une nouvelle opportunité pour prendre les mesures nécessaires afin de protéger le droit de souveraineté permanente du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles.

Le représentant du Front Polisario a, par ailleurs, soutenu que l'adhésion du Maroc à l'Union Africaine, en ratifiant l'acte constitutif de l'UA qui consacre le respect du principe de l'intangibilité des frontières, devrait aider à établir une coopération plus étroite entre l'ONU et l'Union africaine en vue d'une solution juste et équitable à la question sahraouie.

Renault Algérie lance la nouvelle Symbol «MIB»

Affichée à partir de 1 469 000 DA



Page animée par Ali Zidane

Renault Symbol Dernaha Djazairia est un véritable succès commercial algérien, avec plus de 55 000 unités produites et vendues à travers le territoire national, depuis son lancement en novembre 2014. Après plus de 2 ans de commercialisation, Renault Algérie lance la nouvelle Renault Symbol Made in Bladi : une version restylée, riche en équipements inédits sur le segment et dotée d'un design audacieux aux lignes plus expressives.

La nouvelle Symbol Dernaha Djazairia se distingue par sa nouvelle signature lumineuse, illustrée par des feux de jour à LED singulièrement expressifs. Les feux arrière, la calandre et les

boucliers ont également été redessinés, donnant à cette nouvelle version à la fois plus d'élégance et de caractère.

Nous y retrouvons également de nouvelles jantes en alliage de 16 pouces sur la version Extrême: «Altica Silver» de série et «Noir Diamantées» en option.

En plus de la caméra de recul, qui est un équipement d'aide à la conduite inédit sur ce segment, le volant en cuir et l'accoudoir central avant relevable viennent enrichir cette nouvelle Symbol Made in Bladi, lui conférant ainsi un plus grand confort pour une meilleure expérience de conduite.

De nombreux autres équipements pratiques viennent agrémenter cette nouvelle phase, tels que les lève-vitres conducteurs et les clignotants impulsionsnels,

l'ouverture de la trappe à carburant de l'intérieur ainsi que le porte-gobelet et la prise 12V à l'arrière. La sécurité des occupants représentant une priorité pour le Groupe Renault, la nouvelle Renault Symbol dispose de plus d'équipements de sécurité que ce qu'impose la réglementation algérienne en la matière.

Les propriétaires de la nouvelle Renault Symbol Made in Bladi pourront bénéficier d'une première révision gratuite, valable dans tous les ateliers de la marque. Des tests de roulage ont été réalisés dans un centre d'essais du Groupe Renault en Roumanie et à travers les routes algériennes, dans les conditions réelles d'utilisation.

Conçue pour répondre aux conditions d'utilisation de la clientèle algérienne, la nouvelle Renault Symbol Made in Bladi est garantie 3 ans ou 100 000 kilomètres.

Les commandes de la nouvelle Renault Symbol Made in Bladi seront ouvertes le 20 février dans tout le réseau de distribution. Renault Algérie dispose aujourd'hui de 60 agents à travers le pays, dont trois succursales. Il s'agit du réseau de distribution automobile le plus étendu d'Algérie.

La nouvelle Symbol version Exception 1.2 Ess 75 ch est équipée de ABS, airbags frontaux et latéraux, système de fixation Isofix pour siège enfant, limiteur

et régulateur de vitesse, condamnation des portes en roulant, climatisation, radio (MP3+port USB+ Bluetooth+ prise Jack), direction assistée, ordinateur de bord, commandes au volant, nouveau volant réglable en hauteur, lève-vitres électriques avant et arrière, accoudoir avant intégré au siège conducteur, feux de jour à LED, projecteurs antibrouillard, rétroviseurs électriques ton caisse et enjoliveurs flexwheel 16".

Pour la version Extrême 1.6 Ess 80 Ch, en plus de ce que propose la version Exception, nous retrouvons dans la finition Extrême les équipements suivants : climatisation réglable, volant en cuir, radar de recul, écran tactile 7" avec GPS intégré, MediaNav Evolution, jantes en alliage 16" «Altica Silver».

Côté tarifs de la nouvelle Symbol qui sera proposée en cinq coloris, Renault Algérie affiche la finition Exception au prix de 1 469 000 DA et la finition Extrême au prix de 1 539 000 DA.

Tiziri Motor Algérie honore ses clients

Un projet d'usine de montage d'engins au programme

Tiziri Motor Algérie, représentant et distributeur des engins Hyundai (Heavy Industries), a annoncé, en marge d'une cérémonie en l'honneur de ses clients, le lancement de son projet d'installation d'une unité de montage d'engins Hyundai en partenariat avec la maison mère. Pour l'instant, le représentant de la marque sud-coréenne n'a toujours pas dévoilé le lieu

de la réalisation de la nouvelle usine, le nombre d'unités assemblées chaque année et le taux d'intégration au début de l'aventure industrielle. Leader incontesté en Algérie dans son secteur avec pas moins de 43% de parts de marché, Tiziri Motor Algérie domine le marché des



engins grâce à une présence étendue sur le territoire national et une proximité avérée avec ses clients. Le choix du constructeur sud-coréen du partenaire local s'est vite décidé et c'est son meilleur distributeur au monde, Tiziri Motor Algérie qui sera en charge de développer cette par-

tie du business, à travers l'installation d'une usine d'assemblage de chariots élévateurs et de pelles sur chenilles prévue pour 2017. Le top management de Tiziri Motor Algérie parle aussi de développement des structures internes déjà opérationnelles, du renforcement du personnel, du raffermisssement de la marque au niveau national et l'augmentation des capacités

Production de la pièce de rechange automobile
Un deuxième cahier des charges en élaboration

LE MINISTRE de l'Industrie et des Mines, Abdelham Bouhouareb, a fait part, lundi à Alger, de l'élaboration d'un nouveau cahier des charges pour l'investissement dans l'industrie des pièces de rechange automobile en Algérie.

Dans une conférence de presse animée conjointement avec le vice-ministre allemand de l'Economie et de l'Energie, Uwe Karl Beckmeyer, en marge de la réunion de la 6^e Commission mixte algéro-allemande, M. Bouhouareb a déclaré qu'«un nouveau cahier des charges pour l'investissement dans l'industrie des pièces de rechange automobile en Algérie était en cours d'élaboration».

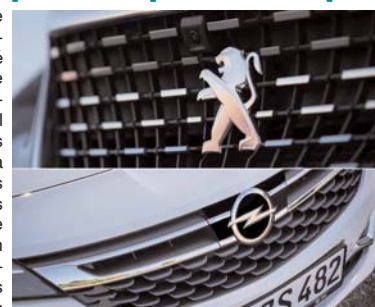
Le ministre a également précisé qu'il s'agit du «deuxième cahier des charges après celui relatif à l'investissement dans le montage des véhicules en Algérie». A ce propos, M. Bouhouareb a indiqué que l'industrie des pièces de rechange en Algérie attire actuellement de nombreux investisseurs, à l'instar du projet de partenariat entre le concessionnaire automobile «Sovac» et le groupe allemand «Volkswagen».

Groupe PSA

Discussions toujours en cours pour l'acquisition d'Opel

Dans le cadre des discussions en cours sur l'acquisition potentielle d'Opel par le Groupe PSA, Carlos Tavares, président du directeur du Groupe PSA et Xavier Chéreau, directeur des ressources humaines du Groupe PSA ont rencontré lundi 20 février, Jörg Hofman, président d'IG Metall et D'Wolfgang Schäfer-Klug, président du Comité d'entreprise européen d'Opel. Cette réunion a mis en évidence une envie mutuelle de débiter un dialogue dans l'intérêt de l'avenir d'Opel et de ses employés. L'objectif commun est de préparer le rebond de l'entreprise et ses marques emblématiques. Lors de ces entretiens, qui se sont tenus

dans un climat de confiance et de transparence, ont été abordés l'impact de l'acquisition potentielle d'Opel/Vauxhall par PSA sur les accords existants, la protection des sites et la garantie des emplois. Le Groupe PSA a réaffirmé son engagement de respecter les accords existants dans tous les pays européens et de continuer le dialogue avec toutes les parties. Le Groupe PSA a la volonté de coopérer étroitement avec les instances représentatives du personnel d'Opel et IG



Metall pour trouver ensemble le chemin qui permettra de créer avec la direction d'Opel un champion européen aux racines franco-allemandes afin de protéger l'entreprise et ses salariés.

Irak

Les forces armées consolident leurs positions vers Mossoul

■ Les forces irakiennes ont consolidé leurs positions après une percée vers la périphérie sud-ouest de Mossoul, des commandants se disant confiants dans une progression rapide pour la reprise aux jihadistes de la partie occidentale de cette deuxième ville d'Irak.

Par Rosa D.

La partie orientale, séparée de la partie occidentale par le fleuve Tigre, a été «libérée» du groupe État islamique (EI) fin janvier, trois mois après le début d'une vaste offensive pour reconquérir la cité septentrionale aux mains de l'EI depuis juin 2014. Les milliers de soldats, policiers et miliciens engagés dans l'opération lancée dimanche pour reprendre la partie ouest de Mossoul cherchent dans un premier temps à conquérir l'aéroport désaffecté et une ancienne base adjacente. Avec le soutien de l'aviation, ils ont repris lundi le village d'Al-Bousseif que l'EI utilisait comme base principale au sud de Mossoul, a expliqué mardi le général Abbas al-Joubouri, com-

mandant de la Force d'intervention rapide (FIR), devenue incontournable dans la lutte anti-EI. «Il a été sécurisé dans un temps record», a-t-il dit à l'AFP. «Nous avons combattu maison par maison. Seuls quelques (combattants de l'EI) portaient des ceintures explosives». Les impacts des tirs étaient visibles sur les murs de plusieurs maisons d'Al-Bousseif situé à 5 km à vol d'oiseau de l'aéroport. Une dizaine de civils, fuyant un village voisin, Khaybeh, sont arrivés mardi aux abords d'Al-Bousseif, arborant des drapeaux blancs. Les forces de sécurité les ont contrôlés un à un pour s'assurer qu'ils ne portaient pas de ceintures explosives avant de les laisser entrer dans le village. L'un d'eux a eu droit à un téléphone portable pour pouvoir informer ceux qui étaient restés chez eux qu'ils



PH. > D. R.

pouvaient les rejoindre à Al-Bousseif alors qu'un autre donnait des indications à la police sur les positions jihadistes. «On est resté coincé à la maison pendant deux jours, on ne pouvait pas sortir à cause des bombardements», a expliqué à l'AFP l'un des civils, Ahmed, 45 ans. Selon lui, des membres irakiens de l'EI ont fui dimanche son village de Khaybeh dès le début de l'offensive. Mais les membres étrangers de l'organisation extrémiste y étaient encore lundi soir. Le général Joubouri a fait état d'un grand nombre de combattants de l'EI tués lundi dans les combats alors que des tunnels ont été découverts et des équipements récupérés. Il n'y a pas eu de bilan pour les pertes irakiennes. Il a ajouté que ses forces prenaient une pause mardi. «Aujourd'hui, nous n'avons pas d'opérations. Dans les pro-

chains jours nous avancerons par le nord», a-t-il dit. Les forces du Service du contre-terrorisme (CTS), formées à la guerre urbaine, avaient avancé lundi vers la périphérie sud-ouest de Mossoul. «Je ne pense pas que reprendre la partie occidentale va nous prendre longtemps», a affirmé, sur un ton confiant, le général Joubouri, même si experts et commandants avaient prévenu que cette bataille serait l'une des plus dures contre l'EI. Il reste «quelque 2 000» jihadistes à Mossoul-Ouest, selon un responsable américain du renseignement. Leur nombre était estimé à entre 5 000 et 7 000 avant le début de la vaste offensive, le 17 octobre, pour reprendre à l'EI son dernier grand bastion en Irak. Les forces irakiennes peuvent compter sur les frappes de la coalition internationale. Selon le général américain Chuck

Corcoran, des dizaines d'avions survolent la ville à toute heure : les drones volent au niveau le plus bas, les bombardiers au milieu et les avions espions U-2 et autres appareils de surveillance au-dessus. Par ailleurs, selon la presse anglaise de hier, un jihadiste de l'EI qui aurait récemment commis un attentat suicide près de Mossoul était un Britannique qui avait été détenu au centre de détention américain de Guantanamo, Jamal al-Harith, détenu entre 2002 et 2004 à Guantanamo, avait été brièvement interrogé par la police à son retour en Grande-Bretagne puis remis en liberté sans charges. Sur le plan humanitaire, la situation se dégrade à Mossoul-Ouest où les quelque 750 000 habitants assiégés manquent de tout alors que les jihadistes ont fermé les hôpitaux. Environ 350 000 enfants y «sont pris au piège», s'est alarmé Save the Children prévenant que «les conséquences des bombardements dans les rues étroites et densément peuplées risquent d'être plus meurtrières que tout ce que nous avons connu jusque-là dans ce conflit». L'ONU veut de son côté établir rapidement de nouveaux camps dans l'éventualité d'un exode. Une perte totale de Mossoul serait un échec glaçant pour l'EI qui a perdu beaucoup de terrain ces derniers mois en Irak et en Syrie voisine. Le groupe jihadiste ne contrôlerait alors plus qu'une région autour de la ville irakienne de Hawija, à 180 km au sud-est de Mossoul, la cité de Tal Afar, à l'ouest de Mossoul, et de petites localités dans l'ouest irakien.



Points chauds

Sélection

Par Fouzia Mahmoudi

Les élections présidentielles françaises approchent à grands pas et avec elles les débats de la campagne qui opposeront les différents candidats de ce scrutin. Et si le second débat qui aura lieu le 20 avril sur France 2 réunira tout le panel des candidats, le premier débat prévu le 20 mars sur TF1 ne comptera lui que cinq participants. Les cinq plus grands candidats que les dirigeants de la chaîne privée française ont choisis pour débattre sur leurs plateaux. Une décision qui a rapidement déchaîné la scène politique et créé de nombreuses vagues. En effet, un petit plus d'un mois avant la présidentielle, TF1 va organiser un débat entre François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. C'est la première fois qu'un tel débat oppose les candidats à l'élection présidentielle avant le premier tour. France 2 avait proposé à TF1 de coorganiser le débat, mais la Une a refusé. France 2 va donc de son côté organiser une «émission» le jeudi 20 avril avec «tous les candidats retenus par le Conseil constitutionnel» pour la présidentielle, a annoncé une porte-parole de France Télévisions. France 2 a également indiqué son souhait d'organiser «d'ici à fin mars» un débat qui «permettra de confronter les différents programmes des candidats ayant recueilli le nombre de parrainages requis», soit un format plus large que les cinq candidats retenus par la première chaîne privée. TF1 aurait ainsi choisi ces cinq candidats en fonction de leur capacité à réunir 500 signatures d'élus, nécessaires pour s'inscrire à l'élection, et de leur score actuel dans les sondages, a précisé hier Christophe Jakubyszyn, le chef du service politique de TF1. «Il y a cinq candidats nettement au-dessus de 10% [...]. Si Dupont-Aignan ou Bayrou ne sont manifestement pas loin de 10% dans les sondages, bien sûr qu'on les invitera», a-t-il précisé, indiquant que tous les candidats officiels seraient reçus par ailleurs sur TF1. Plusieurs candidats de droite se sont montrés réticents face à la formule arrêtée par la chaîne. «Il serait souhaitable que tous les candidats ayant obtenu leurs parrainages soient invités aux débats télévisés du 1^{er} tour», a pour sa part indiqué la candidate FN Marine Le Pen sur Twitter. «C'est un viol démocratique», a protesté de son côté Nicolas Dupont-Aignan après l'annonce de TF1. «Il y aurait donc des grands candidats et des petits candidats ? Ce sont les chaînes de télévision qui vont choisir qui a le droit de parler aux Français ?», a lancé le candidat de Debout la France à la présidentielle, crédité de 4% d'intentions de vote dans un sondage Opinionway publié hier. Le candidat des Républicains, François Fillon, s'était lui déclaré «plutôt hostile à l'idée d'un débat avant le premier tour», le 13 février en marge d'un déplacement à la Réunion, avant l'annonce de TF1. «Mais je n'ai pas vraiment tranché», avait-il expliqué. «Je trouve étrange d'organiser un débat en choisissant les candidats. C'est limite du point de vue de la démocratie». Reste à savoir si les «grands» candidats s'obstineront à demander l'inclusion des «petits» pour respecter leurs idéaux au point de boycotter s'il le faut le débat ou si la sélection de TF1 sera finalement retenue et mise en place, sachant que ce type d'émission, comme on a pu le voir pour la primaire de la droite et du centre, peut-être déterminante. F. M.

États-Unis

L'immigration clandestine dans le viseur de Trump

Les clandestins qui bénéficiaient de l'indulgence des autorités américaines sous l'administration Obama ont été prévenus : presque aucun n'est désormais à l'abri, selon de nouvelles consignes édictées par le gouvernement du président Donald Trump. Concrétisant les promesses de campagne du milliardaire républicain et un décret du 25 janvier, le département de la Sécurité intérieure a autorisé mardi les agents d'immigration et de douane à interpellier la plupart des personnes en situation irrégulière qu'ils rencontreraient dans l'exercice de leurs fonctions, ne faisant une exception explicite que pour les sans-papiers arrivés enfants sur le territoire, surnommés les «Dreamers». La nouvelle a intensifié les craintes des immigrés sans papiers. Des cas récents d'arrestations en pleine rue ont semé le trouble parmi ceux qui s'estimaient jusqu'à présent à l'abri d'une expulsion. «Ce dramatique changement de politique est une preuve évidente de

l'intérêt de l'administration Trump à déchirer des familles et à répandre la peur parmi les communautés d'immigrants», a pointé le maire de New York, Bill de Blasio. «Le président a choisi les politiques de la division plutôt que la sécurité de notre pays», a-t-il ajouté, prévenant que les policiers new-yorkais «ne se transformeront pas en agents d'immigration». L'opposition démocrate au Congrès et les associations de défense des sans-papiers ont dénoncé une politique «d'expulsions de masse», un terme contesté par l'exécutif. Ils affirment que des immigrés cessent d'aller à l'école ou au travail par peur d'une arrestation. «Les tribunaux et le public ne laisseront pas ce rêve anti-américain devenir réalité», a prévenu Omar Jadwat, de l'ONG de défense des droits civiques ACLU. Près de Washington, des agents des services d'immigration ICE ont arrêté ces dernières semaines des personnes en situation irrégulière sur le parking d'un supermarché, ou encore près d'un

refuge contre le froid géré par une église. A Denver, une femme s'est réfugiée à l'intérieur d'une église pour échapper à un ordre d'expulsion. Mardi, un Mexicain s'est suicidé quelques minutes seulement après avoir été expulsé des États-Unis, se jetant du haut d'un pont à Tijuana, tout près de la frontière. Il est impossible aux autorités d'expulser immédiatement les plus de 11 millions de sans-papiers. En pratique, les fonctionnaires auront toujours comme consigne de cibler en priorité les délinquants et les criminels. Mais alors que Barack Obama avait prescrit d'arrêter en priorité les personnes venant de traverser la frontière ou condamnées pour des crimes ou délits graves, il sera désormais laissé à la libre appréciation des fonctionnaires l'évaluation du danger posé par un étranger à l'ordre public ou à la sécurité nationale. Les personnes poursuivies pour des délits mais pas condamnées, ou ayant obtenu des aides publiques frauduleusement, sont spécialement ciblées.



Le quartet Pocket Rhapsody raconte le voyage en musique

Du jazz au-delà des frontières

■ C'est un soir de pleine lune à Alger qu'a eu lieu le concert du quartet Pocket Rhapsody du jazzman Franck Woeste, jeudi 9 février dernier, à l'Institut français d'Alger.



Par C. Nassima

La pleine lune sublimait un ciel dégagé, rappelant les nuits douces d'un printemps pointant du nez, peut-être prématurément. Que de meilleur que d'assister à un concert de musique jazz en cette soirée, à la veille du week-end. Nombreux étaient de cet avis, la salle abritant le concert était archicomble. Il a fallu installer des chaises dans les couloirs entre les sièges, qui ne contenaient plus le nombre des personnes ayant fait le déplacement. D'ailleurs, le directeur de l'institut avait signalé l'engouement que suscitait à chaque fois les concerts de jazz organisés à

l'institut, dans son mot de bienvenue.

Le public s'installant dans le vacarme, était maintenant tout ouïe, à l'apparition sur scène des membres du quartet Pocket Rhapsody : Franck Woeste au piano & Fender, Stéphane Galland à la batterie, Romain Pilon à la guitare, Julien Carton au synthétiseur.

Frank, un jazzman allemand qui réussit en France

Né à Hanovre en 1976 dans une famille passionnée de musique, Frank avait un peu touché à tous les instruments avant ses 10 ans : batterie, guitare,

basse, accordéon, clarinette et surtout le piano. Pendant qu'il était au Conservatoire de Bremen pour faire ses classes, il passait ses nuits dans les caveaux du coin pour improviser avec les jazzmen.

Plus tard, il débarque en France, en 1997, pour achever sa formation dans la section jazz du Conservatoire de Paris.

Aujourd'hui il travaille sur des projets comme Pocket Rhapsody (le quartet), ou en solo. Mais aussi avec d'autres musiciens comme Ibrahim Maalouf ou Dave Douglas.

Une approche libre et sans frontière de la

musique et de l'art

C'est ainsi quand pourrait décrire la manière dont Frank aborde la musique. Il nous dira par ailleurs : «*Je considère que les frontières entre les genres sont loin d'être hermétiques. Les influences sont vraiment multiples : de la musique classique au rock en passant par toute l'histoire du jazz. Des films, d'autres formes d'arts ou des voyages m'inspirent également.*»

Pour preuve, ses nombreuses collaborations avec d'autres artistes cités précédemment, mais aussi avec le quartet, dont il nous raconte l'histoire de sa formation : «*Je connaissais Stéphane Galland déjà depuis un moment car nous jouions tous les deux dans le groupe d'Ibrahim Maalouf. Romain Pilon est un des guitaristes les plus versatiles et accomplis sur la scène parisienne actuellement et Julien Carton je l'ai rencontré d'abord en tant qu'ingénieur du son en studio. Il avait mixé mon album mais je trouvais qu'il jouait bien du piano aussi, et qu'il connaît très bien tout ce qui est synthétiseur etc., alors je me suis dit qu'il irait bien dans ce groupe !*».

Retour sur le concert d'Alger : raconter les voyages en musique

Il faut dire que les voyages sont une source intarissable d'inspiration pour le quartet. Chaque morceau joué lors du concert est né d'un voyage, des histoires s'entremêlent et des images. Chacun des spectateurs voguera sur les ondes de l'imagination, sous différents cieux et sur

d'innombrables terres. Un réel délice : du jazz dans un sens très large et inspiré, parsemé d'autres formes de musique : du Rock (avec le jeu de Stéphane à la batterie) et du Flamenco, aussi une touche africaine, rappelant des ambiances chaudes et colorées. Frank Woeste fait parler l'instrument, le voyage, et le public aussi, avec qui une symbiose est née. Lui demandant de proposer un nom à un morceau joué pour la première fois, le public clama : «*Alger*». Pour faire rejoindre la capitale à la caravane musicale du quartet. Ainsi, nous dira Frank : «*J'ai trouvé le public algérois très chaleureux et généreux ! On sent qu'ils ont soif de musique et de culture et c'est top ça !*».

Pour rappel, le quartet Pocket Rhapsody est actuellement en tournée. Quant à Frank Woeste, pour sa part, il enregistrera un album en solo cette année, et sera en avril en tournée au USA, avec un projet franco-américain, avec Dave Douglas autour du travail de Man Ray.

Agend'art

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jeudi 23 février à 19h : Concert «Traversée

Andalouse», avec Lamia Aït Amara et l'ensemble Khalil Baba-Ahmed. Prix du billet : 200 DA.

Salle Ibn-Khaldoun (Alger-Centre)

Jeudi 23 février à 19h : L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise une soirée artistique en hommage à Abdelmadjid Meskoud.

Centre commercial & de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger)

Jusqu'au 9 mars : Exposition de photographies «Win el harba» de Hind Oufriha.

Palais des raïs, Bastion 23 (Bab El-Oued, Alger)

Jusqu'au 16 mars : Exposition de peinture de l'artiste Karim Beladjila.

Galerie d'art El-Yasmine (DÉly Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 25 février : Exposition «Errance» de Abderrahmane Aidoud.

Galerie d'art Sirius

Jusqu'au 29 février : Exposition «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger

Mardi 31 mars : Exposition de mangas à l'occasion du 10^e anniversaire de la maison d'édition algérienne Z-Link.

Ecole supérieure des beaux-Arts

Installation d'une commission de révision du statut

Une commission de révision du statut de fonctionnement de (Esba) a été installée par le ministère de la Culture, annonce un communiqué du ministère. Cette commission est chargée d'évaluer les besoins pédagogiques de l'Esba et d'engager une réflexion sur la révision des programmes, avant d'élaborer une plateforme de propositions, indique-t-on. Elle se compose de représentants du ministère de la Culture, de la direction de l'Esba et des étudiants, et de cadres issus de cette école. Les noms des

représentants des étudiants désignés par leurs camarades pour siéger au sein de la commission devront être validés par une assemblée générale, précise-t-on. Devant être remises le 1^{er} juin prochain, les propositions concernent la révision du statut de l'école et de son organisation pédagogique, l'actualisation des programmes ainsi que l'intégration au système LMD (Licence, master, doctorat), après un «accord de principe» pour faire «valider» les diplômés de l'Esba par l'Enseignement supérieur et de le

Recherche scientifique. L'Esba, où les cours sont toujours à l'arrêt, est secouée depuis la rentrée universitaire 2016-2017 par un mouvement de protestation des élèves contre les mauvaises conditions socio-pédagogiques. Des étudiants étaient récemment en grève pendant huit jours. L'amélioration des conditions socio-pédagogiques font, depuis deux ans, régulièrement l'objet des revendications des étudiants de l'Esba.

Soumia O.

Musique

Le luthiste irakien Shamma, nommé Artiste de l'Unesco pour la paix

Le compositeur et virtuose irakien du luth Naseer Shamma a été nommé «Artiste pour la paix» de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), a indiqué l'agence onusienne. Le luthiste irakien sera distingué aujourd'hui à Paris par la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, pour son «engagement en faveur de l'éducation», ses

«efforts pour la paix» et son «dévouement aux idéaux et objectifs de l'Organisation», ajoute-t-on de même source.

Né en 1963 à El Koute (Irak), Naseer Shamma, diplômé de l'Académie de musique de Baghdad, doit sa renommée à la fois à ses concerts de luth et à ses musiques composées pour le cinéma, la télévision et le théâtre. En 1999, il fonde et diri-

ge la Maison du luth arabe au-delà de ses nombreuses collaborations avec des artistes occidentaux de premier plan, à l'instar du musicien de jazz américain Wynton Marsalis. Durant son parcours, Naseer Shamma a fondé plusieurs associations humanitaires d'aide aux enfants et aux personnes déplacées, dont «The Flower Road» (La route des fleurs) et «Ahlma».

Depuis 2012, il a organisé de nombreux concerts à Baghdad, notamment à l'occasion de la Journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre. Les Artistes de l'Unesco pour la paix sont des personnalités de renommée internationale qui mettent leur notoriété au service de la promotion des idéaux et des objectifs de l'Unesco.

R. C.



Coup-franc direct

Ça va chauffer !

Par Mahfoud M.

L'AGO approche à grands pas et tout porte à croire qu'elle n'aura rien d'ordinaire cette fois-ci après tout ce qui a été dit ici et là sur la gestion de la FAF et sur son président, Mohamed Raouraoua. Ce dernier qui n'a pas encore pris de décision quant à son avenir à la tête de la fédération, compte mettre tout en œuvre pour organiser sa défense et même aller jusqu'à préparer tout le monde à une probable reconduction, lui qui ne souhaite pas sortir par la petite porte. Mais cette fois-ci les choses seront différentes étant donné qu'il y a une véritable opposition qui se trame à sa reconduction après le dernier échec à la CAN et surtout la gestion de la sélection qui a mis la lumière sur des défaillances de sa part. L'assemblée générale risque de connaître des perturbations avec une certaine partie qui est contre le maintien du président, sachant que les clubs n'ont pas trop bénéficié du soutien de ce dernier qui a complètement délaissé le football local préférant se consacrer à d'autres tâches qui l'importent plus. Lui ne croit pas vraiment au développement de la balle ronde nationale, surtout qu'il a dit haut et fort que le championnat local ne peut apporter un quelconque plus à la sélection nationale et c'est pour cela qu'il compte toujours sur les émigrés.

M. M.

Fédération de sport scolaire

Abdelhafid Izem réélu à la tête de la FASS

LE PRÉSIDENT sortant de la Fédération algérienne de sport scolaire (FASS), Abdelhafid Izem, a été réélu à la tête de l'instance fédérale, lors de l'Assemblée générale électorale (AGE), tenue mardi au siège de la mutuelle des fonctionnaires de l'Education nationale à Tipasa. Candidat unique à sa propre succession, Abdelhafid Izem a obtenu 77 voix favorables contre 6 et un bulletin nul, lors de l'AGE qui a vu la présence de 88 membres de droit. L'AGE a également élu le bureau fédéral, composé de dix membres dont

une dame, selon le décret ministériel relatif à la représentativité féminine au sein des instances féminines. «Je suis très honoré par la confiance placée en moi par les membres de l'AGE. Nous allons continuer le travail déjà entamé lors du dernier mandat dans un climat de sérénité. La priorité est à l'organisation des assises nationales pour définir beaucoup plus la responsabilité des ministères de la Jeunesse et des Sports et de l'Education nationale», a déclaré Izem, à l'issue de son élection pour le mandat olympique 2017-2020.

Sports de boules

Les candidatures de trois postulants validées

LA COMMISSION de candidature a validé les dossiers de trois postulants à la présidence et 17 au bureau exécutif de la Fédération algérienne des sports de boules (FASB), dont l'Assemblée générale électorale (AGE) a été reportée à une date ultérieure sur décision du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). La commission avait reçu cinq candidatures pour le poste de président et 25 pour le bureau. Après étude des dossiers, dix ont été rejetées dont deux pour la présidence. L'AGE était programmée pour vendredi à l'Ecole nationale de formation supérieure en sciences et technologie du sport (ex-INFS/STS) de Dély Ibrahim (Alger). «La commission de candidature a siégé lundi en présen-

ce de tous ses membres pour traiter les dossiers des postulants à la présidence et au bureau fédéral», a déclaré le secrétaire général de la FASB, Chérif Benarab, ajoutant que 20 candidats ont été retenus dont trois à la présidence. Les postulants dont les dossiers ont été rejetés ont introduit des recours auprès de la commission concernée qui les étudiera dans les 48 heures. Le bureau exécutif de la FASB est composé de 11 membres dont le président, auxquels s'ajoutent cinq suppléants. Selon les statuts de la Fédération algérienne des sports de boules, l'élection du président et celle des membres du bureau exécutif se feront séparément.

CAN de volley-ball/ (U23)

L'EN bat l'Ile Maurice

La sélection nationale algérienne de volley-ball (U23/hommes) a battu son homologue Mauricienne (3-0), mardi à la salle OMS de Douera (Alger), en match comptant pour le Championnat d'Afrique des Nations, qualificatif aux championnats du Monde 2017. Le match a été bouclé, par les protégés de Samir Zitouni, en 35 minutes : (25-14, 25-8 et 25-10). Les deux sélections devront

se rencontrer, mercredi, pour un second match, étant donné que le tournoi ne regroupe que l'Algérie et Maurice. En cas d'une victoire des Mauriciens, un match d'appui sera programmé, jeudi pour désigner le vainqueur qui représentera l'Afrique au prochain championnat du Monde, prévu en Egypte du 18 au 26 août prochain. Le championnat d'Afrique des Nations (hommes) des U23 devait avoir

lieu en Afrique du Sud en août dernier, mais faute de participants, la compétition a été annulée par la Confédération africaine de volley-ball (CAVB). «Suite à cette annulation, l'instance africaine a envoyé à la Fédération internationale de volley-ball (FIVB) le nom du pays organisateur (l'Afrique du Sud) pour représenter le continent. Mais l'instance internationale a exigé l'organisation d'une com-

petition qualificative», a déclaré à l'APS le président de la FAVB, Okba Gougam. Par la suite, la CAVB a décidé, en octobre dernier, d'ouvrir les candidatures pour l'organisation du championnat d'Afrique et l'Algérie était la seule à postuler. «Après l'expiration des délais de participation, aucun pays ne semblait intéressé par la compétition, alors on a saisi la CAVB qui a tardé à nous répondre. Ce n'est

que lundi qu'on a reçu la correspondance de l'instance continentale de maintenir l'organisation de la compétition, au moment où l'équipe de Maurice était déjà à Alger (sans nous avertir)», a expliqué le président de la FAVB. Le président de l'instance fédérale a précisé que seul le vainqueur du tournoi d'Alger sera qualifié au mondial 2017, au lieu de deux représentants.

Ligue I Mobilis (21^e journée)

Choc au 5-Juillet entre le leader et son dauphin

La 21^e journée de la Ligue I Mobilis s'annonce explosive avec un choc entre le leader actuel, l'ES Sétif, et son dauphin et ex-leader, le MC Alger.



Les Vert et Rouge décidés à l'emporter

Par Mahfoud M.

L'Entente qui a pris les commandes du championnat en l'absence du Doyen occupé à disputer la Coupe de la Confédération africaine, fera tout son possible pour revenir avec un résultat probant de cette sortie. L'Aigle Noir sait que sa mis-

Le programme :
Jeudi 23 février à 15h :
 USMH-MCO
 RCR-MOB
Vendredi 24 Février :
 USMBA-CSC (16h)
 CAB-NAHD (15h)
 MCA-ESS (17h45)
Samedi 25 février :
 OM-USMA (15h)
 CRB-DRBT (16h)
 JSK-JSS (16h)

sion ne sera pas de tout repos mais se donnera quand même à fond pour tenter de revenir avec le meilleur résultat. Les poulains de Madoui savent ce qui les attend lors de ce match et tenteront de bien négocier cette rencontre. Toutefois, il est clair que le Mouloudia d'Alger se présentera avec la ferme intention de reprendre son bien et de revenir aux commandes en exerçant une pression sur la défense sétifienne. Auréolés de leurs succès en compétition africaine et leur qualification au second tour, les Algérois tenteront de continuer sur cette même lancée et ajouter une autre victoire à domicile qui leur permettra de se reprendre et de revenir au premier plan en championnat. L'USM Bel-Abbès, de son côté, joue à domicile et affronte le CS Constantine avec l'espoir de prendre les trois

points du succès qui lui permettront de rester dans le sillage du leader. Les gars de la Mekerra doivent, pourtant, se donner à fond car les Sanafirs ne comptent pas se présenter en victime expiatoire sachant qu'ils jouent leur survie en Ligue I. L'USM El Harrach qui reste sur une défaite face au NAHD, aura fort à faire face au MC Oran qui ne compte pas se laisser faire. Les Rouge et Noir de l'USMA, eux, auront un déplacement difficile en rendant visite à la formation de l'O Médéa qui ne compte rien laisser filer à domicile. La JS Kabylie qui souhaite amorcer sa mission de sauvetage se doit de l'emporter à domicile face à la JS Saoura. Pour le reste des matchs l'avantage devrait revenir aux locaux même si en foot tout reste possible.

M. M.

Ligue II (22^e journée)

Le leader en péril

Le leader de la Ligue II, le Paradou AC, sera en péril lors de cette 22^e journée du championnat en se rendant chez un concurrent direct pour l'accession qui n'est autre que l'US Biskra. Défait lors de la précédente journée à domicile par le GC Mascara, la formation du Paradou se doit de ne pas rater ce virage d'autant plus qu'une défaite permettra à son adversaire du jour de réduire l'écart, ce qui compliquera quelque peu sa mission. La mission des coéquipiers de Benyoucef sera sans aucun doute très difficile, surtout que les Biskris ne se laisseront certainement pas faire et se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points du suc-

cès qui leur donneront une chance supplémentaire pour accéder en Ligue I. Il faudra s'attendre à voir donc une partie très disputée entre deux formations qui donneront tout pour réussir un résultat probant. De son côté, le dauphin, la JSM Béjaïa, aura un déplacement difficile à effectuer en se rendant à El Khroub où l'ASK l'attendra de pied ferme. Les Bougiotes qui reviennent de loin après un début laborieux se doivent de bien négocier cette sortie qui reste très importante. Les Khroubites, eux, n'ont de choix que de l'emporter s'ils souhaitent rester dans la course au maintien en Ligue I. L'USM Blida, qui a marqué le pas à domicile en se fai-

sant accroché par le RCA la semaine dernière, se doit de se reprendre et réussir son comeback en se rendant à Mascara, même si ce ne sera pas facile face à une équipe du GCM qui souhaite aligner le deuxième succès consécutif.

M.M.

Le programme :
Vendredi 24 et samedi 25 Février à 15h :
 WAB-MCEE
 ASMO-CRBAF
 ABS-JSMS
 ASK-JSMB
 ASO-CABBA (16h)
 USB-PAC
 GCM-USMB
 RCA-MCS

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou / Projet de réalisation d'un hôpital à Bouzeguène

Des citoyens s'opposent à l'emplacement

DES CITOYENS continuent de s'opposer au choix du lieu d'implantation d'un hôpital dans la daïra de Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou) au motif que celui-ci n'arrangerait que certains villages. Hier encore, ces contestataires issus de la commune d'Iloula Oumalou relevant de la même daïra de Bouzeguène sont une nouvelle fois montés au créneau pour exprimer leur revendication en observant un rassemblement devant le siège de la cité administrative. Les appels lancés par les différentes parties à la raison pour permettre l'entame des travaux de cet hôpital semblent ne pas avoir des échos favorables. Même le ministre de la Santé et de la Population, Abdelmalek Boudiaf avait, lors sa récente visite dans la wilaya de Tizi Ouzou, invité ces contestataires à mettre de côté leurs considérations. L'appel de ce dernier avait même été suivi de l'annonce de la décision prise par la commission de choix de terrain quant au

lieu arrêté pour abriter cette structure de santé tant attendue par les populations de toute cette région. Il s'agit d'une parcelle de terrain située à l'Imoughlaouène relevant du village d'Aït Ikhlef. Voilà que des habitants des villages de la commune d'Iloula Oumalou viennent à nouveau suggérer le lieu qui abritait autrefois l'ancienne décharge communale de Bouzeguène, Azaghar ou à Messouya relevant de leur commune où une assiette de terrain a déjà été retenue pour la construction d'un Centre d'enfouissement technique (CET). A rappeler, enfin, que le projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits à Bouzeguène avait été inscrit en 2015 et n'est fort heureusement pas frappé de la mesure de gel dictée par la situation financière du pays. Mais il se trouve confronté à des contraintes d'un autre ordre.

Hamid M.

Accidents de la circulation

6 morts en 24 heures

SIX PERSONNES ont été tuées dans 4 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures sur le territoire national, selon un bilan communiqué hier par les services de la Protection civile. La wilaya de Mascara déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 3 personnes, heurtées par un autobus de transport de voyageurs au lieu-dit Beikaïka dans la commune de Sidi Abdelmoumen. Par ailleurs, 2 personnes sont décédées intoxiquées par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant du chauffage de leur domicile dans la commune d'Ain Legradj, wilaya de Sétif, alors que des soins de première urgence ont été prodigués à 5 autres incommodées par le gaz carbonique dans les wilayas d'Alger et de Ghardaïa. Les secours de la Protection civile sont, en outre, intervenus pour l'extinction de 3 incendies urbains et industriels dans les wilayas d'Adrar, Guelma et Mostaganem.

Lutte antiterroriste

Destruction de 11 caches, 6 bombes et 3 canons à Jijel et Skikda

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont détruit, mardi, à Jijel et Skikda 11 caches pour terroristes, 6 bombes et 3 canons de fabrication artisanale, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont détruit à Jijel et Skikda (5^e Région militaire), le 21 février 2017, onze caches pour terroristes, six bombes et trois canons de fabrication artisanale », précise-t-on de même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et des Douanes, « ont appréhendé cinq narcotrafiquants à Sidi Bel Abbès et Tlemcen (2^e Région militaire) et saisi un camion, un véhicule utilitaire et un véhicule de transport chargés de 562,74 kilogrammes de kif traité ». A Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), des détachements de l'ANP « ont saisi un véhicule tout-terrain, 2 motos, 2 580 unités de produits détergents, 1 800 litres de carburant, 3 détecteurs de métaux et un marteau piqueur ». D'autre part, « deux contrebandiers ont été appréhendés à bord d'un véhicule chargé de 830 unités de différentes boissons à El Oued (4^e Région militaire) et six immigrants clandestins ont été arrêtés par des détachements de l'ANP à Ouargla et Adrar », conclut le communiqué.

M. O./APS

Le gouverneur de la banque d'Algérie rassure : « Le dinar ne chutera plus »



Djalou@hotmail.com

Gaz naturel à Béjaïa

Des entreprises défaillantes menacées d'être classées sur la liste noire

Le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab, a menacé de classer certaines entreprises défaillantes, notamment celles chargées de réaliser des lots de travaux d'installation des réseaux de distribution et de transport de gaz de ville, sur la liste noire.

Par Hocine Cherfa

Cette décision a été annoncée lors de la visite d'inspection qu'il a effectuée hier aux communes de Béni Maïouche, Seddouk, Amalou et Bouhamza. Il s'agit surtout des entreprises auxquelles ont été confiés des projets de réalisation des réseaux de distribution et de transport de gaz de ville dans le cadre du quinquennat 2009/2014. Ces dernières sont sommées de respecter les délais de réalisation ou de se voir définitivement rayées de la liste des entreprises retenues pour réaliser des projets publics. Pour rappel, dans une réunion tenue il y a près d'un mois, une trentaine de chefs d'entreprises avaient décidé de suspendre les travaux de plusieurs projets, faute de ressources financières. Les entreprises privées en charge des lots de raccordement et distribution publique de gaz naturel dans les différentes localités de Béjaïa avaient soulevé comme argument à leur décision « les difficultés financières » auxquelles elles font face et qui sont dues essentiellement au « retard » accusé par le maître d'ouvrage dont la SDE, ex-Sonelgaz, à

honoré ses engagements. Les 32 chefs d'entreprises, regroupés au sein de l'Association nationale des entreprises d'électricité et de gaz (Aneeg), avaient interpellés ce jour-là les élus, dont les parlementaires, à taper du poing auprès des autorités de wilaya et du ministre de l'Energie afin de débloquer les ressources nécessaires pour se faire payer, faire face aux diverses dépenses et pouvoir, ainsi, aller au terme de leurs contrats. L'association avait indiqué que le montant des factures impayées s'élève à rien que pour les entreprises participantes « à plus de 1 668,8 milliards de dinars et plus de 300 milliards au total ». Du reste, le chef de l'exécutif a inspecté l'état de l'aménagement urbain au chef-lieu de la commune d'Aguemoune, Tadarat Ouada, qui a bénéficié d'une enveloppe financière de 3 milliards de centimes. Il a demandé au DUCH de faire en sorte de finir les travaux dans un délai de trois mois. Il a ordonné également au directeur du logement de clore le dossier du logement des sinistrés du séisme de l'année 2000. Des logements qui ne sont pas encore alimentés en électricité, eau potable, etc. Il a également exigé

de ce dernier de faire en sorte d'alimenter en électricité et en eau potable les 40 logements publics locatifs d'Imzioui, chef-lieu de la commune, et de réaliser les VRD. Ces logements ont été distribués il y a quelques mois mais ne sont pas encore occupés par leurs bénéficiaires. Il y a au total 1 100 logements attribués mais qui ne sont pas encore habités faute d'eau potable, d'électricité, de VRD, etc. Il a inauguré le projet du marché de proximité réalisé avec un montant de 1 milliard de centimes et le projet de réalisation d'une gare routière. Le premier responsable de la wilaya a inspecté le projet de réalisation d'un complexe sportif de proximité. Le wali a poursuivi sa visite à Bouhamza, Amalou et Seddouk où il s'est enquit de plusieurs projets. Au niveau de Seddouk, il a visité le mausolée de Cheikh Belhaddad, le projet de réhabilitation et développement de la ZAC (El Mizab) de Seddouk... et procédé à la mise en service du réseau de gaz au village Akhenak où lui a été présenté l'état d'avancement des travaux de gaz des communes de cette région.

H. C.

Banque

Le CPA lancera en 2018 des crédits conformes à la charia

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) envisage de lancer, à partir de 2018, des crédits conformes à la charia, a indiqué hier à Alger son P-dg, Omar Boudiab. « C'est une volonté des autorités publiques de mettre en place, à travers les banques, des produits financiers islamiques permettant aux clients désireux de bénéficier de ce type de prestations de trouver une réponse à

leur demande », a précisé M. Boudiab à la presse, en marge d'une cérémonie de signature d'une convention avec le groupe Sovac. Selon M. Boudiab, la concrétisation de ce projet, sur lequel les banques publiques sont en train de travailler, va prendre plusieurs mois : « Il s'agit de produits tout à fait différents des crédits classiques. Actuellement, nous travaillons

sur les aspects réglementaires et commerciaux et ceux relatifs à la gestion des risques de tels produits ». Pour la mise sur pied de ce produit financier, le CPA a commencé à organiser des cycles de formation et des séminaires et à faire appel à des bureaux d'études pour l'aider à élaborer cette catégorie de prestations financières.

Yanis Gh.